

Le 12 avril 2017 s'est tenu l'événement¹ d'Iqaluit, le deuxième de cinq rassemblements qui mèneront à la tenue d'une conférence nationale de trois jours à Ottawa. La journée a débuté par la présentation de l'Aîné Jack Anawak² par Geneviève Bonin, membre de l'équipe du projet. Il est né à Naujaat (autrefois connu sous le nom de « Repulse Bay »). Il est déménagé à Rankin Inlet en 1981 et est devenu député, Commissaire par intérim du Nunavut et membre de l'Assemblée législative. Il a aussi été ambassadeur pour les Affaires arctiques et circumpolaires et préside maintenant plusieurs comités, incluant la participation à la justice réparatrice avec l'aide juridique et l'administration scolaire de district.

La présentation de l'Aîné Anawak était exacte, comme mentionné par plusieurs participants du panel du matin. Il a soulevé plus de vingt rôles positifs joués par la radio communautaire au Nunavut, incluant le soutien aux communautés dans les opérations de chasse, de recherche et de sauvetage, dans la vente d'objet, dans l'annonce de naissances et de décès ainsi que dans la recherche de solutions aux problèmes de la communauté, pour n'en nommer que quelques-uns. Toutefois, il a aussi mentionné que pour un médium d'une telle importance, il n'a pas reçu le soutien qu'il mérite au Nunavut. Selon Anawak, ce problème est dû à un « manque de compréhension du rôle vital que le médium joue. » Le partage d'information avec les jeunes est aussi une façon de développer ce qu'il a appelé « la fierté inuite » ainsi qu'une façon de survivre. Selon Anawak, cela est d'autant plus important puisque les Aînés ont perdu leur rôle lorsque les nouveaux venus sont arrivés sur le Territoire. Ce dernier a affirmé que la « chaîne d'enseignement sur "la façon d'être, d'agir et de penser comme un Inuit" était brisée et que cela avait créé des circonstances difficiles depuis. » Il croit que la radio communautaire peut jouer plusieurs de ces rôles aujourd'hui. Pour conclure, il a mentionné à quel point il est important d'avoir un fort réseau de stations communautaires et que les dépenses en termes d'équipement, de formation et d'opérations soient couvertes. Anawak a appelé à la reconnaissance de ce rôle à tous les niveaux gouvernementaux ainsi qu'au besoin d'octroi de subventions. Cette observation a été répétée plusieurs fois au cours de l'événement.

Cette présentation a été suivie d'un discours de l'équipe du projet prononcé par Geneviève Bonin qui est généralement le même prononcé à tous les événements avec quelques changements mineurs pour refléter le territoire et les membres du projet présents. Une courte période de questions de l'audience sur la politique en matière de radiotélédiffusion autochtone et l'organisation des prochains événements sur le futur de la radiodiffusion a suivi le discours. Bonin a entre autres offert des réponses personnelles aux questions sur la façon dont la politique et sa révision affectent le secteur médiatique autochtone et comment ces conversations seront communiquées dans le futur.

Le panel du matin, incluant Claude Grenier, ancien Directeur exécutif de *Taqramiut Nipingat Inc.*³ (*TNI*), Salome Avva et Patrick Nagle de CBC North⁴, s'est ensuite poursuivi.

Claude Grenier a expliqué le rôle de *TNI* en radio depuis 2006. *TNI* est une organisation à but non lucratif qui diffuse en majeure partie en Inuktitut avec une partie de sa programmation incluant de la

1 <http://radioautochtone.ca/Iqaluit.php>

2 <http://www.bac-lac.gc.ca/fra/decouvrez/politique-gouvernement/confederation-canadienne/Pages/jack-anawak.aspx>

3 <http://www.tni-rtn.com/>

4 <http://www.cbc.ca/news/canada/north/topic/Location/Nunavut>

musique anglophone et de la musique country francophone. La diffusion était autrefois sous CBC. Les services qu'il offre sont affectés par le fait que les fonds de la Radiodiffusion autochtone dans le Nord⁵ (RAN) ont octroyé le même montant sans indexation ou augmentation depuis les années 90. Il aimerait que Patrimoine Canada réalise une entente de 5 ans pour le financement afin que le secteur obtienne une certaine stabilité. Il a noté à quel point il est difficile pour son organisation d'appliquer pour la réalisation de production pour *Aboriginal Peoples Television Network (APTN)*, par exemple, puisque le réseau demande désormais treize émissions plutôt que les six programmes qu'il produisait autrefois. Cette production nécessite donc le double du financement. Grenier a affirmé que les gens remarquent seulement le manque de fonds lorsque la radio disparaît soudainement des ondes. Autrement, ils ne disent rien. Les compagnies de câbles locales fournissent trois canaux gratuits, incluant CBC North, APTN et un canal TNI. Avec un abonnement, les gens peuvent obtenir beaucoup plus de canaux. TNI fournit la télévision et la radio gratuitement dans le cadre de son mandat.

En ce qui concerne la révision de la politique du CRTC, Grenier a dit que le CRTC devrait considérer produire un nouveau sondage d'audience pour déterminer ce que les gens veulent dans leur communauté. Le dernier sondage dont il se souvient remonte à 2004-2005. En ce qui concerne les termes de la politique en matière de radiotélédiffusion autochtone,⁶ il trouve les définitions actuelles de « entreprise autochtone » et de « émission autochtone » efficaces comme elles sont écrites. Toutefois, en termes de produire assez de contenu, il considère avoir encore de la difficulté à remplir les ondes seulement avec du contenu inuktitut. Grenier est aussi en accord avec la portion publicitaire de la politique au sein du cadre existant ainsi qu'avec les promesses de réalisation puisque c'est quelque chose qu'il doit déjà produire pour le financement NAB.

En ce qui concerne le processus de consultation, il suggère que le CRTC crée un comité de révision de politique avec ou un deux membres de chacune des treize sociétés de communication et autres, ainsi que des membres du CRTC. Ce comité pourrait faire des recommandations aux sociétés régulières et effectuer des consultations publiques dans les communautés. Des sessions d'information sur la radio et les émissions avec des appels en direct dans le Nord pourraient être une façon de réaliser ces sessions.

Patrick Nagle⁷, qui a été avec CBC pendant 27 ans, considère en faire plus que ce qui est dans son mandat. Bien que CBC offre de la formation de base pour les personnes dans les régions éloignées responsables de retransmettre le contenu de CBC et du soutien de base pour les problèmes techniques, ils font plus que cela. CBC a des transmetteurs dans la moitié des communautés qui rediffusent leur contenu. Certaines communautés ont choisi d'avoir leurs propres stations afin d'avoir plus de flexibilité dans leur programmation à l'extérieur des heures mandatées de CBC. CBC soutient ces initiatives puisqu'elles permettent aux communautés de partager l'information sur leur temps. Cependant, Nagle a noté que lorsque des problèmes d'infrastructures surviennent, les communautés sont innovatrices et créatives pour persister, même si ses collègues et lui sont parfois sollicités pour de l'aide avec les problèmes techniques dans les stations. Nagle a décrit son rôle comme étant « collaboratif » afin de permettre aux personnes d'utiliser les infrastructures existantes. Lorsque les stations manquent de fonds

5 <http://canada.pch.gc.ca/fra/1456504052765/1456504099505>

6 <http://crtc.gc.ca/fra/archive/1990/pb90-89.htm>

7 https://twitter.com/patrick_s_nagle

ou de soutien pour réparer des problèmes significatifs, ils demandent à CBC s'ils peuvent reprendre l'ancien modèle. Nagle a affirmé que cela pose problème puisque les communautés ont de la difficulté à maintenir les infrastructures de diffusion locale. CBC North opère des émetteurs radio qui lui appartiennent dans environ la moitié des communautés du Nunavut. Des installations de production de base sont nécessaires, incluant des infrastructures appropriées puisque certaines communautés possèdent de l'équipement en détérioration datant de l'installation originale par le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest dans les années 70. CBC North effectue de la programmation à Inuktitut, incluant un bulletin quotidien de nouvelles nommé Igalaq produit à Iqaluit et diffusé dans l'ensemble du Nord. Selon Nagle, la radio est toujours importante aujourd'hui parce que ce n'est pas tant de la programmation, mais plutôt, dans beaucoup de communautés, « un service où les auditeurs discutent entre eux... la radio facilite la conversation. »

Salome Avva⁸ est avec CBC depuis 19 ans. Elle a discuté des difficultés en lien avec la formation d'Inuits pour travailler en tant que radiodiffuseurs à la station ou dans les régions. Elle a raconté avoir demandé de la formation en radiodiffusion et CBC a fait venir quelqu'un de Vancouver pour la former pendant deux semaines. « L'un des plus grands défis pour qu'un Inuit devienne radiodiffuseur est la formation. Aussi, afin d'intéresser les gens à devenir radiodiffuseur dans notre langue, la formation est importante et il faut surmonter la norme locale selon laquelle nous ne devrions pas parler des autres. De plus, 85 % de la population parle Inuktitut et la radiodiffusion est importante dû à l'histoire orale du langage inuktitut. La radio est de l'information en instantané. Pour le moment, la majorité de la population, incluant les jeunes qui représentent 50 % de la population, ne se fie pas sur l'Internet pour accéder à l'information puisque les connexions sont trop lentes. Mais, cela peut changer quand, ou si, le Nunavut obtient un meilleur accès à Internet. » Toutefois, dans les grandes communautés comme Rankin Inlet, Avva note que les jeunes perdent rapidement leur langage. À son avis, la radiodiffusion inuktitute est extrêmement importante pour la protection de la langue.

Anne Crawford⁹, membre du conseil de l'APTN, a commenté, après le panel, que les gens croient que les licences sont un avantage. Selon elle, l'octroi de licence est, dans la majorité des communautés, une responsabilité plutôt qu'un atout. Elle a ajouté que l'APTN est perçue comme une source de financement pour la radiodiffusion locale ou pour les sociétés régionales, mais qu'elle est un radiodiffuseur national. L'APTN ne donne pas de fonds aux sociétés régionales. Celles-ci, comme les autres, doivent compétitionner pour le financement de leurs productions et n'utilisent pas les fonds de l'APTN pour leurs coûts opérationnels. Si les tarifs de câblodistribution augmentent pour l'APTN, ça ne veut pas dire qu'ils augmenteront pour les sociétés régionales. Crawford a poursuivi en disant : « c'est bien que nous ayons des exemptions, mais les communautés autochtones ont un droit fondamental de posséder une station de toute manière. » L'argent reçu des frais de câblodistributions ne devient pas une façon d'augmenter les revenus. Elle a indiqué le besoin fondamental pour les petites populations au sein de petites économies d'avoir accès aux nouvelles et que le gouvernement travaille présentement pour les besoins du Sud. Les salaires de l'APTN, ou de toute société régionale, ne peut pas correspondre aux salaires gouvernementaux. Il est supposé qu'il existe de la formation locale ou que toute personne nécessitant de la formation déménagera temporairement à Toronto. Crawford a souligné qu'il n'y a pas

8 <https://twitter.com/usaaraq>

9 <http://aptn.ca/corporate2/board-of-directors/anne-crawford/>

de structures de soutien en place du CRTC ou de toute autre organisation pour les besoins des communautés du Nord. Elle suggère qu'une nouvelle politique inclut des mécanismes de support, incluant de la formation, et que le CRTC consulte avant tout les communautés pour connaître leurs besoins.

Le professeur Sean Guistini¹⁰, directeur du développement des ressources au Collège de l'Arctique a mentionné vouloir créer une station de radio au collège il y a quelques années puisque ce serait un médium efficace pour la formation d'étudiants. Ceci dit, il croit plutôt opter pour une association qui produirait du contenu compte tenu de tout le travail qu'impliquerait le développement d'une station de radio. Le développement de contenu est quelque chose qu'ils sont sûrs de pouvoir faire. Il a aussi mentionné l'existence d'un projet de l'histoire orale de l'Igloolik pour la protection de la langue inuktitute et de son patrimoine. Toutefois, pour la réalisation de ce projet, il croit nécessaire d'avoir des personnes parlant couramment l'Inuktitut pour les baladodiffusions qu'il produirait. Il aurait aussi besoin de personnes pour enseigner aux étudiants les techniques de modification du contenu ainsi que des personnes pour produire les projets. Il souhaite travailler afin d'en apprendre plus sur ce que les gens désirent en termes de programmation locale dans le but de satisfaire ces besoins. De plus, le professeur Guistini a noté, comme Crawford, que l'aide offerte aux communautés par CBC ne fait pas partie de leur mandat. Il a ajouté que les communautés éloignées fonctionnent de la même façon depuis les années 70 : ils allument la radio et parlent. La programmation ne fait pas partie de leurs activités régulières.

Ce panel a été suivi par un discours de l'Honorable Georges Hickey¹¹, ministre de la Santé. Il souhaitait s'adresser au groupe afin de rappeler aux médias leur rôle en ce qui concerne la prévention du suicide ainsi que de proposer une solution en termes de développement de politique à ce sujet. Le sensationnalisme et la glorification du suicide suscitent de graves préoccupations. Selon le ministre, la sécurité nécessite un apprentissage tout au long de la vie. Il a décrit deux films : l'un où la narration était négative et dépressive en montrant que les jeunes n'avaient pas de future dans le Nord, l'autre où le ton était plus positif et reconnaissait que le suicide constitue une perte pour tous. Le ministre a affirmé que « le racisme en tant que liberté d'expression est irresponsable. » Il a mis l'emphase sur la responsabilité des médias d'apprendre de l'histoire et de transmettre des valeurs positives. Des lignes directrices en ce sens constitueraient un point de départ.

Après le dîner, la session d'après-midi a débuté avec un discours de la mairesse Madeleine Redfern¹². Elle a discuté du mauvais état des infrastructures de télécommunications dû au manque d'installation de fibre optique dans le Nord. À son avis, le territoire est dépendant des satellites qui offrent des connexions lentes, instables, coûteuses et non fiables. Cela est problématique alors que le Canada continue de se développer et le territoire prend du retard. Comme résultat, les médias doivent envoyer du contenu au sud afin de pouvoir éditer. Elle a ajouté que les personnes en dehors du territoire ont accès plus facilement au contenu du Nord que les gens qui y vivent. Redfern a dit que le gouvernement fédéral a investi des fonds pour l'amélioration de la situation, mais le financement va habituellement aux

10 <https://ca.linkedin.com/in/sean-guistini-0aba3b5a>

11 <http://www.assembly.nu.ca/fr/lhonorable-george-hickey>

12 <https://twitter.com/mayormadeleine>

compagnies de satellites ou à ceux qui achètent les services des satellites. La mairesse exerce une pression pour des fibres optiques ou d'autres options plus accessibles, fiables et abordables, mais une collaboration est nécessaire pour construire et gérer ces infrastructures de façon inclusive. Elle a dit que c'est ce qui est arrivé dans le cas des compagnies aériennes. Le gouvernement et le CRTC sont conscients du problème, mais la discussion doit désormais mener à une solution pour le résoudre. Elle a souligné comment les connexions permettraient plus de créativité et de produits. Elle a aussi noté que les connexions pourraient réduire la migration des jeunes qui quittent puisqu'ils ne peuvent pas s'exprimer et accéder ou partager leur culture. Elle a affirmé que c'était évident puisqu'en assistant récemment à un sommet sur les télécommunications, les gens se demandant pourquoi les employeurs avaient de la difficulté à attirer et retenir des employés, particulièrement des jeunes. Redfern a dit que les raisons pour lesquelles les jeunes ne veulent pas participer à une industrie désuète sont évidentes. Elle a ajouté que le secteur des technologies est intéressant puisqu'il est dynamique, alors pourquoi quelqu'un voudrait-il travailler sur un système de télécommunications sans pouvoir connecter?

Cette intervention a été suivie par un panel composé de Fanny He¹³, coordonnatrice radio à CFRT 107.3FM, Madeleine d'Argencourt, présidente de *Inuit Broadcasting Corporation*¹⁴ et Charlotte DeWolff, présidente du conseil d'administration de TV Nunavut¹⁵.

La présentation de Madeleine d'Argencourt a porté sur le besoin de représentation autochtone au CRTC. Elle a noté le besoin de ressources en termes de production, le financement étant le même depuis les années 90. Il y a aussi des barrières dues au fait que son organisation est à but non lucratif. Ce statut l'empêche de faire des demandes de financement à certains types de compétitions dont les fonds pourraient fournir de la formation. Les fonds auxquels elle a accès ne lui permettent pas d'effectuer de modernisation technologique ou de développement professionnel. De plus, elle a traité des problèmes de téléchargement des données qui doivent fréquemment être réalisés au Sud. Des restrictions sur le contenu forcent *Inuit Broadcasting Corporation* (IBC) à offrir des sous-titres anglais au contenu qu'il produit. À son avis, cela encourage le public, particulièrement les enfants, à lire l'anglais plutôt que d'écouter et d'apprendre les langues inuites. Elle croit que la radio est une bouée de sauvetage pour les communautés hors d'Iqaluit qui dépendent d'elle pour la santé et la sécurité puisque les gens ne peuvent pas se payer Internet. Elle a aussi mentionné que certaines sociétés de communication ont besoin de modernisation et qu'elles ont besoin de support afin d'être à jour. Elle a ajouté que certaines des sociétés ne sont pas bien organisées. D'Argencourt a excédé la politique en matière de radiotélédiffusion autochtone en suggérant des changements à la Loi sur la radiodiffusion, 1991.¹⁶ Elle affirme que la section 3.1.d.3 devrait avoir une section sur les autochtones puisqu'ils sont présentement classés sous le multiculturalisme. La section 3.1. (o) devrait inclure le financement. De plus, selon elle, le NAB devrait inclure des budgets pour la modernisation technologique. La construction d'IBC a pris huit ans et ils ont été obligés de prendre la haute définition, ce qui était très coûteux. Les archives et l'histoire des peuples ainsi que la formation devraient être prises en considération.

13 <https://www.cfrt.ca/>

14 <http://www.nac.nu.ca/>

15 <http://www.tvnunavut.ca/>

16 <http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/B-9.01/>

Fanny He a dit qu'il est malheureux que les employés des stations dans les hameaux ne puissent pas participer à cette discussion. Elle a dit que sa station de type A est unique puisqu'elle diffuse du contenu francophone à Iqaluit et que les bénévoles produisent du contenu. Elle diffuse majoritairement en français, mais elle a aussi un minimum de sept heures d'Inuktitut et un maximum de sept heures en anglais. Elle a de la difficulté à recruter puisque les gens sont dans la ville par intermittence. Son financement a été mis à terme par le gouvernement fédéral et le gouvernement du Nunavut (GN). Elle a expliqué qu'elle soulait produire une baladodiffusion ou un sondage voxpop pour discuter du 50^{ème} anniversaire des noms Inuits. Avant 1967, des nombres plutôt que des noms identifiaient les Inuits. Toutefois, ce projet est en attente dû aux problèmes de financement. L'organisation municipale de formation offrait de la formation d'une demi-journée ou d'une journée complète une fois par année aux personnes dans les hameaux, mais a cessé de le faire. Elle a aussi mentionné que l'agent de programme du CRTC lui a dit que sa licence l'empêche de faire de la publicité en Inuktitut. À son avis, cela est problématique puisqu'il lui est difficile de dépendre de 300-400 francophones pour avoir des publicités. Elle considère avoir besoin de diffuser des publicités inuktitutes. De plus, elle suggère qu'il y ait une subvention pour créer des publicités en plusieurs langues et une flexibilité au niveau des licences pour les adapter aux besoins des communautés éloignées. Elle trouve aussi difficile de réaliser les promesses de performance requises dues au manque de formation et de temps pour éditer. La station a seulement 29 watts, mais elle aimerait élargir la diffusion jusqu'à Apex, une banlieue d'Iqaluit. La modernisation de la puissance est très coûteuse. He a aussi mentionné qu'il est très difficile pour les personnes dans les régions, et même à Iqaluit, de comprendre comment remplir les documents gouvernementaux (CRTC) puisqu'ils sont seulement disponibles en ligne. Selon elle, un meilleur support pour remplir les documents et des options d'adaptation devraient être offertes considérant que documents sont pour les gens du Sud et difficilement applicables aux gens du Nord.

Charlotte DeWolff a décrit la formation d'un groupe de travail basé sur une idée commune dans un atelier de 2003-2004 avec des membres de *Ajjiit Nunavut Media Association*, *Inuit Broadcasting Corporation*, la communauté indépendante de télévision et de films du Nunavut, incluant Zacharias Kunik d'Isuma, Nunavut Film et des représentants de différents départements gouvernementaux pour créer TV Nunavut. Par la suite, un sommet d'environ 100 personnes a été préparé par des bénévoles et réalisé en 2012, l'année où TV Nunavut a été constitué comme organisation à but non lucratif afin de déterminer sa vision et son mandat. Un sondage auprès de l'audience a été réalisé en 2016 et des représentants du CRTC sont venus au Nunavut en août 2016. Un mémorandum de compréhension a été remis par l'Assemblée législative afin de permettre à TV Nunavut de diffuser sur leur canal lorsque leurs réunions ne sont pas diffusées. Néanmoins, il n'y a pas encore eu de motion pour rendre TV Nunavut le diffuseur officiel du territoire. Le CRTC a dit à TV Nunavut qu'il devrait opérer sous ordonnance d'exemption. Toutefois, il y a des inquiétudes quant au fait que ce fonctionnement empêche le réseau de profiter de certaines subventions. Selon DeWolff, le Fonds des médias du Canada dit qu'il sera flexible. Le réseau diffusera en langue inuite, mais aussi en français et en anglais. À son avis, il y a certains problèmes présentement, tels que l'influence négative de la culture occidentale. Jusqu'à maintenant, elle croit qu'il n'y a pas assez de contenu pour contrer l'influence occidentale, même avec l'APTN. Il est à espérer que le réseau permettra l'augmentation des arts médiatique dans le secteur tout en informant, éduquant et divertissant. DeWolff a mentionné une étude réalisée par AG Ahmed, un psychiatre légiste

qui a présenté à un événement organisé par *Nunavut Black History Society*¹⁷ ainsi qu'une diapositive d'une étude de Chandler et Lalonde (1998)¹⁸ présentant six indicateurs d'autonomie communautaire autochtone qui protégerait contre le suicide, incluant l'autogouvernance, les revendications territoriales, l'éducation, les services de santé, les centres culturels, la police et les pompiers. Lorsque ces facteurs sont tous présents, le taux de suicide est de 0.0 par 100 000 personnes. En 1998, un sixième facteur, soit l'utilisation de langues autochtones, a été ajouté à l'étude. Ce facteur s'est avéré plus protecteur que les six facteurs originaux. Dans les communautés autochtones où au moins la moitié des résidents ont des connaissances de leur langue autochtone, le taux de suicide était de 0.0 par 100 000 personnes. Donc, TV Nunavut soutiendra les langues autochtones, la santé mentale et le bien-être. DeWolff a remercié les bénévoles et a partagé son appréciation envers toutes les organisations qui ont supporté TV Nunavut dans son chemin vers la diffusion.

La discussion informelle sur la politique qui devait suivre a été annulée puisque les invités et les participants ont jugé avoir partagé leurs suggestions et leurs inquiétudes au cours des présentations.

Un merci spécial à :

- Wawatay Communications pour son don généreux de nourriture pour cet événement. Merci à John Gagnon et son équipe.
- Fanny He et Catherine Couture de CFRT qui ont enregistré cet événement.
- Charlotte DeWolff et son équipe qui ont offert le théâtre Astro pour l'événement à tarif réduit.
- Frobisher Inn pour de la nourriture délicieuse, à l'heure ainsi qu'un service de qualité.
- Tous les participants de l'événement pour leur temps et leur participation active. Cet événement n'aurait pas eu lieu sans vous.

Ce résumé a été préparé par Geneviève Bonin, révisé par Gretchen King et traduit par Lauriane Tremblay. Les sources incluent :

@radioautochtone (2017). Tweets tire de : <https://twitter.com/radioautochtone>

Bonin, G. (2017). Notes personnelles. Le futur de la radiodiffusion des Premières Nations, des Inuits et des Métis. Iqaluit, Théâtre Astro.

CFRT 107.3FM (2017). Le deuxième événement de : Le futur de la radiodiffusion des Premières Nations, des Inuits et des Métis : Conversation & Convergence (Iqaluit). Audio tiré de : <http://indigenoustradio.ca/Iqaluit.php>

17 <https://www.facebook.com/Iqaluitblackhistorymonth/>

18 http://firstnationcitizenship.afn.ca/uploads/A12_Cultural_Continuity_as_a_Hedge_against_Suicide.pdf